

**Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement,
la Mobilité et l'Aménagement**

Siège social :
2 rue Antoine Charial
69003 LYON

Ci-après désigné "l'acheteur"

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marché de fournitures et services

Objet : *Retrofit d'une machine de traction/fatigue 600 kN*

Direction Territoriale Sud-Ouest - Cerema

Table des matières

Table des matières.....	2
ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1. Objet de la consultation	4
1.2. Décomposition.....	4
1.3. Nature et étendue du marché	4
1.4. Spécifications techniques	4
1.5. Procédure.....	4
ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	6
4.1. Confidentialité.....	6
4.2. Protection des données personnelles	6
ARTICLE 5. RESPONSABILITES	6
ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1. Obligations de résultat	7
6.2. Documents et suivi	7
6.3. Lieu d'exécution du marché	7
6.4. Accès au site.....	7
6.5. Remise en état des lieux	7
6.6. Transfert de compétences et formation.....	7
6.7. Notification des informations.....	8
6.8. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	8
6.9. Assurances	9
6.10. Livraison	9
ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ	10
7.1. Nature du prix.....	10
7.2. Contenu des prix.....	10
7.3. Révision des prix.....	10
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
8.1. Avances	11
8.2. Acomptes	11
8.3. Demandes de paiement.....	12
8.4. Modalités de règlement.....	12
8.5. Unité monétaire	13

8.6. Abandon de la prestation	13
8.7. Paiement direct des sous-traitants.....	13
ARTICLE 9. DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION	13
9.1. Délai d'exécution et remise des documents.....	13
9.2. Prolongation du délai d'exécution	13
ARTICLE 10. UTILISATION DES RESULTATS	13
ARTICLE 11. EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE.....	14
11.1. Liens juridiques	14
11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	14
11.3. Composition de l'équipe dédiée	14
11.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	14
ARTICLE 12. PENALITES / REFACTIONS.....	15
12.1. Pénalités de retard	15
12.2. Autres pénalités	15
12.3. Application des pénalités.....	15
ARTICLE 13. MISE EN ORDRE DE MARCHE, OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 14. GARANTIE	17
ARTICLE 15. MAINTENANCE SAV.....	17
ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHÉ.....	17
16.1. Résiliation sans faute	17
16.2. Résiliation pour événements liés au marché	17
16.3. Résiliation pour faute	17
16.4. Liquidation du marché public résilié	18
ARTICLE 17. DIFFERENDS	18

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la modernisation d'une machine de traction/fatigue de capacité 600 kN par le remplacement de son système de pilotage et d'acquisition et de son extensomètre.

Les caractéristiques techniques sont décrites au CCTP.

1.2. Décomposition

Le présent marché n'est pas alloti conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique car l'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché comprend :

1. Une offre de base :
 - a. La fourniture d'un système de pilotage et d'acquisition
 - b. La fourniture d'un système extensométrique
 - c. La livraison et l'installation de ces systèmes sur le matériel existant après retrait soigneux des systèmes existants qui seront conservés par le Cerema
 - d. La formation du personnel
 - e. La fourniture de la documentation technique en français
 - f. La réception et la mise en service des systèmes, y compris les étalonnages initiaux (force et extensomètre)
 - g. La garantie, la maintenance et le service après-vente
 - h. Les modalités de mise à jour des logiciels
2. Des prestations supplémentaires éventuelles et tranches optionnelles avec réponse obligatoire et facultatives décrites article I A du CCTP.

Les candidats devront impérativement chiffrer les PSE 1 et 2 sous peine d'incomplétude.

L'acheteur indiquera lors de la notification du marché quelle PSE est retenue.

1.3. Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de fournitures et services. Il s'agit d'un marché conclu à prix global et forfaitaire.

1.4. Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.5. Procédure

La consultation est un appel d'offres ouvert régi par les articles L.2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

Les variantes sont autorisées.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à la fin de la période de garantie prévue dans l'offre de base ou jusqu'à la fin de la durée des PSE ou tranches optionnelles qui ont été levées le cas échéant.

Les prestations initiales de garantie démarrent à compter de l'admission des prestations pour l'offre de base.

L'acceptation des PSE est à l'appréciation de l'acheteur. Les PSE seront levées le cas échéant à la notification du marché et devront être livrées en même temps que les prestations de l'offre de base.

Les tranches optionnelles 1 à 2 pourront être levées dès la notification et jusqu'au dernier jour du marché, garantie incluse. Les tranches optionnelles ont une durée de 1 an ferme à compter de la date inscrite dans la décision de levée de tranche, elles pourront tacitement être reconduites deux fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Les tranches optionnelles 3 à 4 pourront être levées dès la notification et jusqu'au dernier jour du marché, garantie incluse. Les tranches optionnelles ont une durée de 1 an ferme à compter de la date inscrite dans la décision de levée de tranche, elles pourront tacitement être reconduites trois fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

La tranche optionnelle 5 pourra être levée pendant toute la durée du marché et autant de fois que nécessaire. Elle devra être mise en place au plus tard deux mois après la réception par le titulaire de l'ordre de service de levée de tranche.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière (la décomposition du prix global et forfaitaire : DPGF), dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Les normes françaises homologuées et les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre et ses annexes
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Les avenants le cas échéant conclus en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

4.1. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessé d'exercer leurs fonctions.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Dans le respect de l'accréditation des essais, toute personne souhaitant accéder à la salle d'implantation de la machine devra signer préalablement un engagement de confidentialité et d'impartialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

4.2. Protection des données personnelles

Chaque partie au marché respectera l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Il n'y a pas de traitement de données à caractère personnel dans le marché.

ARTICLE 5. RESPONSABILITES

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Conformément à l'article 8.1 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Obligations de résultat

Dès la notification du marché, le titulaire assume les obligations qui lui sont assignées au titre du marché.

Il lui appartient de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées pour le Cerema, conformément au CCTP. Cette obligation sera contrôlée par :

- les vérifications et certificats d'étalonnages demandés dans le CCTP
- la validation des essais d'admission assurés par le Cerema.

6.2. Documents et suivi

Le suivi des prestations fera l'objet de rédaction de comptes-rendus contradictoires qui seront sauvegardés en interne au Cerema.

Ces comptes-rendus seront envoyés au titulaire.

Les livrables seront obligatoirement rédigés en langue française et seront transmis au format numérique et papier.

6.3. Lieu d'exécution du marché

Cerema – Direction Territoriale Sud-Ouest – Site de Bordeaux
Département Infrastructures / Groupe Surveillance des Ouvrages d'Art
24 rue Carton
33200 BORDEAUX
France

6.4. Accès au site

Les modalités d'accès au site sont les suivantes :

- Horaires d'ouverture : 8h00-12h et 14h-17h
- Parking : si le portail est fermé, l'accès au parking se fera après appel via l'interphone ou le code d'accès sera mis à disposition

Les modalités d'accès aux locaux, contraintes matérielles et toute autre contrainte à prendre en compte pour l'installation de la solution sont réputées connues du titulaire dès la remise de son offre. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence de connaissance du site, des locaux ou de tout autre élément matériel pour justifier une modification de son offre.

6.5. Remise en état des lieux

Le titulaire intervient dans des locaux achevés, il doit par conséquent prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection desdits locaux. Il est responsable de toutes dégradations commises de son fait et survenues pendant la durée de son intervention.

A l'issue de son intervention, le titulaire doit la remise en état des lieux.

6.6. Transfert de compétences et formation

Le titulaire doit par ses conseils techniques, le concours temporaire de son personnel ainsi que par la communication de tous procédés de travail et de savoir-faire qui pourraient être utilisés par lui dans l'exécution de ses prestations, aider les agents du Cerema dans l'optimisation de l'exploitation du matériel.

A cette fin, le titulaire devra fournir, à l'appui de son offre, l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel et logiciel objet du marché contenant notamment les procédures de mise en route, manipulation, réglages de la solution, paramétrage et pilotage des essais, acquisition, exploitation, analyse et restitution des résultats des essais, vérifications, entretiens et maintenance courants, consignes de sécurité, ainsi que les schémas électriques de la solution. L'ensemble de la documentation devra être fournie pour le prononcé de la MOM.

Après livraison de l'équipement, une formation a lieu conformément aux dispositions du CCTP (article III.F).

Lieu de formation : sur le lieu de livraison

Pour ce faire, le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur un(des) formateur(s) compétent(s), et il organise des formations dont le coût est indiqué à la DPGF.

La durée et les modalités de cette formation sont décrites dans le cadre de mémoire technique du titulaire.

6.7. Notification des informations

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant au mémoire technique du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial de du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit (selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS) dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information. La modification des adresses de contact ne donne pas lieu à avenant.

6.8. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

L'article 6 du CCAG-FCS s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Cerema, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Cerema, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

6.9. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;
- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.
- Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

6.10. Livraison

La livraison devra être réalisée dans le délai contractuel prévu par le titulaire dans son offre dans le respect des délais d'exécution prévus à l'article 9.1 du présent CCAP.

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le Cerema et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site.

Le titulaire signalera sept jours ouvrables à l'avance, la date et l'heure de sa livraison pour permettre au responsable de recevoir les équipements. Il se présentera dès son arrivée au service de sécurité de l'établissement et se conformera aux consignes qui lui seront données.

Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au titulaire en temps utile. Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par la personne publique. Le titulaire devra s'assurer pour le choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement. Le titulaire est responsable lors des livraisons des dommages éventuellement causés par son personnel aux installations du Cerema.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG-FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les documents particuliers du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont à la charge du titulaire et ne donneront lieu à aucune rémunération complémentaire. En effet, le titulaire est réputé connaître les locaux dès l'établissement de son offre.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées par application des prix forfaitaires fixés dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

7.2. Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.- FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents à la préparation de la prestation, au suivi et aux intervenants. Les prix sont établis en tenant compte notamment :

- des stipulations du CCAG et de l'ensemble des pièces contractuelles,
- de tous les frais de transport, de restauration et d'hébergement,
- de la durée de la garantie,
- de l'ensemble des prestations préalables nécessaires à l'installation et à la mise en marche de la solution

7.3. Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année du marché, puis révisables annuellement à la date anniversaire du marché. La date anniversaire du marché est la date de notification du marché.

La révision se fera selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [IPP(n-3) / IPP_o]$$

P = prix révisé HT

P_o = prix initial HT figurant dans le marché en date de valeur mois Mo, mois de remise des offres

IPP(n-3) = Valeur de l'index « Indice de prix à la production 010764233 Machines d'usage général base 2021 publié sur le site de l'INSEE. Sera pris en compte la valeur de l'indice du mois n-3 de révision du marché. La date de révision étant la date anniversaire de notification du marché.

IPPo = Valeur de l'index « Indice de prix à la production 010764233 Machines d'usage général base 2021 publié sur le site de l'INSEE. Sera pris en compte la valeur de l'index de référence du mois Mo (mois de remise des offres).

Le titulaire adresse sa demande après notification et seulement lorsque l'indice de prix à la production 010764233 Machines d'usage général base 2021 du mois de révision a été publié sur le site de l'INSEE. Il joint à sa demande la DPGF révisée sous format pdf signé et excel permettant de vérifier l'application de la formule de révision, ainsi que les valeurs d'indice IPP(n-3) et IPPo retenues.

La demande est transmise à l'adresse suivante : CFM de St Médard en Jalles

cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par les articles 11 et 12 du CCAG-FCS.

8.1. Avances

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par l'article R2191-3 du Code de la commande publique sont satisfaites.

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12 et en application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est de 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, que le titulaire soit ou non une PME. Elle n'est due que sur la base du montant total du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Elle est versée si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du bon de commande.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance sera versée sur un compte commun pour l'ensemble des membres du groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire devra impérativement indiquer la répartition des paiements entre les membres du groupement au plus tard à la notification du marché.

8.2. Acomptes

Le titulaire sera rémunéré :

► Pour la solution de base et les PSE 1 à 3 le cas échéant :

- 70% du montant de la DPGF à la mise en ordre de marche du matériel par l'acheteur hors garantie,
- Le solde (soit 30% du montant de la DPGF) à l'admission de la solution hors garantie

► Offre de base

Ligne DPGF : Garantie, maintenance, SAV : le paiement se fait en 2 fois :

50 % à l'année 1, à terme échu

Solde : à l'année 2, à terme échu

► Tranches optionnelles 1 à 4

100 % de chaque année, à terme échu

► Tranche optionnelle 5

A l'admission de prestations de formation.

8.3. Demandes de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro de marché qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché,
- le numéro de SIRET,
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante : cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

8.4. Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

8.5. Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

8.6. Abandon de la prestation

Si les éléments communiqués par le titulaire sont erronés ou la solution technique n'est pas conforme aux éléments communiqués par le titulaire dans son offre et rendent impossible l'installation de la solution, le marché sera résilié pour faute du titulaire et le prix de la solution ne lui sera pas dû par le Cerema.

Le titulaire ne peut réclamer aucune indemnité au Cerema suite à l'abandon de la prestation pour les motifs ci-dessus évoqués.

Le titulaire prendra à sa charge le retour du matériel et l'éventuelle remise en état du site.

8.7. Paiement direct des sous-traitants

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les modalités suivantes :

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 9. DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

9.1. Délai d'exécution et remise des documents

La date de départ du délai d'exécution du marché est la date de notification de celui-ci.

Les délais d'exécution contractuels de chaque étape sont ceux fixés dans le calendrier établi par le titulaire dans son offre.

Le délai maximum d'exécution pour l'installation et la mise en ordre de marche de la solution (solution de base et PSEO1 à PSEF3 le cas échéant) est de 6 mois. En cas d'impossibilité du titulaire à rentrer dans ce calendrier, il devra motiver le dépassement de ce délai dans son mémoire.

Le délai maximum d'immobilisation de la machine lors de l'installation des matériels fournis ne devra pas excéder 2 semaines, au-delà les pénalités d'indisponibilité s'appliqueront.

Le délai de remise des documents de formation (tutoriels, supports etc) est d'au moins 3 jours ouvrables avant réalisation de la formation.

9.2. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS

Une prolongation de délais pourrait intervenir pour l'étape de formation.

ARTICLE 10. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG FCS

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission des prestations. Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des équipements fournis au titre du marché.

ARTICLE 11. EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE

11.1. Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet"

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du marché.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

11.3. Composition de l'équipe dédiée

Le titulaire désignera dès la présentation de son offre, un représentant technique qui coordonnera les actions des différents intervenants éventuels de son équipe pendant toute la durée du projet.

Le titulaire désignera également dans son offre un représentant administratif chargé du suivi administratif et financier du marché durant toute la période de l'exécution du marché.

11.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec accusé de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au présent CCAP.

Le titulaire doit joindre, en sus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 6.9 du présent CCAP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCAP.

Le titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 12. PENALITES / REFACTIONS

12.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsqu'un délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure ou observations préalables, des pénalités de retard calculées selon la formule suivante

$$P = V * R/200$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations en retard, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Toutefois, par exception, des pénalités forfaitaires pourront être appliquées dans le cas suivants :

- Dépassement du délai maximum de 2 semaines ouvrées d'indisponibilité de l'équipement pendant la période d'installation, de garantie et les PSE si elles sont levées : 100 € par jour calendaire de retard à compter de la fin des deux semaines.

12.2. Autres pénalités

En complément de l'article 14.1 1 du CCAGP-FCS, les pénalités forfaitaires suivantes pourront être appliquées au titulaire en sus des pénalités de retard :

Motifs	Pénalités
Emballages non évacués	100 € par jour à compter de la fin de l'installation

12.3. Application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au présent CCAP peuvent être appliquées sans demande d'observations ou mise en demeure préalable.

Les pénalités sont retenues par précompte sur les sommes due au titre du présent marché. Elles sont appliquées sur la facture afférente à l'acompte concerné. Néanmoins, si le montant ou les délais de paiement ne permettent pas d'appliquer l'intégralité des pénalités sur la facture de l'acompte concerné, les pénalités seront reportées sur la facture suivante.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun seuil de pénalité s'applique au présent marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toutes les pénalités pourront être appliquées quel que soit leur montant.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

ARTICLE 13. MISE EN ORDRE DE MARCHE, OPERATION DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

13.1. Installation et mise en ordre de marche de la tranche ferme et des PSE1, 2 et 3 le cas échéant

La mise en ordre de marche ainsi que les vérifications à effectuer par le titulaire, la tenue de la formation et la remise des livrables correspondants et les certificats d'étalonnages réalisés conformément au CCTP constitueront un préalable aux opérations d'admission.

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG-FCS, les frais entraînés par les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur, notamment l'établissement des certificats d'étalonnages conformes aux normes visées au CCTP et la formation dispensée seront à la charge du titulaire.

L'installation et la mise en ordre de marche seront effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité, à une date fixée d'un commun accord avec le Cerema dans le délai fixé au mémoire technique et CCTP.

Le déroulé des phases de mise en ordre de marche et de vérification est décrit au CCTP.

L'installation et la mise en ordre de marche seront notifiées par le titulaire conformément à l'article 6.7 du présent CCAP.

13.2. Vérification et contrôle de l'exécution des prestations de la tranche ferme et des PSE1, 2 et 3 le cas échéant

Les opérations de vérification par le Cerema s'effectuent conformément aux articles 27 à 33 du CCAG-FCS, sous réserve des modalités prévues dans le CCTP (notamment à l'article III.J) et au présent CCAP.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est le prononcé de la mise en ordre de marche.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS l'acheteur dispose d'un délai de 4 mois maximum pour procéder aux vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire de la date prévue pour les vérifications. L'absence du titulaire, avisé ou non, ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

13.3. Modalités d'admission des prestations de la tranche ferme et des PSE1, 2 et 3 le cas échéant

Les modalités d'admission de la solution complète sont décrites dans le CCTP, article III.J.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, à l'issue des opérations de vérification et des essais d'admission.

Le titulaire doit assurer toutes les prestations nécessaires à la mise au point de l'installation, jusqu'à exécution conforme.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de 30 jours calendaires, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai de 30 jours calendaires.

L'admission du matériel entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

13.4. Modalités d'admission des prestations des tranches optionnelles

Les opérations de vérifications des prestations des TOF 1 à 4 levées se feront en une fois lors de la réalisation de la prestation.

Les prestations d'étalonnages feront l'objet de vérification portant sur la fourniture des rapports d'étalonnage ou de vérification et sur leur conformité. Le prononcé de l'admission se fera dans les quinze jours maximums suivant l'intervention.

Les vérifications sur la TOF5 porteront sur la tenue de la session de formation, le respect des délais et la remise des éventuels supports de formation associés. Le prononcé de l'admission se fera dans les quinze jours maximums suivant la tenue de la session de formation.

ARTICLE 14. GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 24 mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. La garantie s'exécute dans les conditions décrites à l'article IIIK du CCTP.

Clause d'indisponibilité : pendant la période de garantie, une indisponibilité de l'équipement est tolérée pendant 2 semaines ouvrées maximum, à compter du fait constaté. Au-delà de cette durée, des pénalités sont applicables conformément à l'article 12,1 du présent CCAP.

En complément de l'article 33 du CCAG FCS, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

Les modalités de la garantie sont celles prévues au mémoire technique du titulaire, elles ne peuvent être inférieures à celles prévues au présent article et à l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15. MAINTENANCE SAV

Le titulaire s'engage pendant la durée de la garantie et dans les conditions minimales décrites au CCTP à assurer la télémaintenance et le SAV. Les modalités sont décrites dans son mémoire.

ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation intervient dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

16.1. Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

Des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 39 du CCAG-FCS

Un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par l'article 42 du CCAG-FCS.

16.2. Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 40 du CCAG-FCS.

16.3. Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 41 du CCAG FCS.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

En cas de divulgation de données confidentielles ou de non-respect des clauses de confidentialité

Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;

Lorsque, enjoint par le Cerema le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.

Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.

Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

16.4. Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire conformément à l'article 43 du CCAG-FCS.

ARTICLE 17. DIFFERENDS

Les différends entre les parties sont réglés conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas d'issue contentieuse, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.